

De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique. Ce mois-ci, cette page est consacrée à vos réactions au débat proposé, au mois de janvier, par la rédaction pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

Pourquoi pas ?

J'ai d'abord pensé : À quoi bon ? Il y a un "droit au logement opposable" et toujours beaucoup de sans-abri. Mais la page 4 de ce numéro de *Messages* (du mois de janvier, n.d.r.) montre que cette loi a tout de même amélioré les choses. Alors, une loi interdisant la "discrimination anti-pauvres", pourquoi pas ?

Père Joseph Rahard, Angers (49)

 messages@secours-catholique.org

 [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

 twitter.com/caritasFrance

 Messages 106, rue du bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

 **messages**
du Secours Catholique

Mensuel du Secours Catholique : 106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50
• **Président et directeur de la publication** : François Soulage • **Direction de la communication** : Thibault d'Hauthuille • **Rédacteurs en chef** : Catherine Rebuffel, Emmanuel Maistre (7576), Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Clémence Véran-Richard (5239) / Pierre Wolf-Mandroux (5239) • Sophie Lebrun (7534) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédactrice en chef adjointe technique** : Katherine Nagels (7476) • **Rédacteurs-graphistes** : Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Élodie Perriot (7583) • **Iconographie** : Claire Ferreyrolles (7532) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 512 893 exemplaires • **Dépôt légal** : n°315162 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Finistère ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront des pages spéciales, un bon de générosité, une enveloppe retour.



SPÉCIAL DÉBAT

Faut-il faire de la "discrimination anti-pauvres" un délit ?

C'était le thème de débat proposé dans le numéro de *Messages* du mois de janvier, faisant suite à une idée lancée par l'association ATD Quart-Monde. Vous avez été nombreux à participer et vos avis expriment de l'incompréhension face à cette proposition.

Merci à tous !

Stigmatiser les pauvres ?

Cela ne sert à rien et va au contraire stigmatiser les pauvres. La discrimination nous touche tous ! Parce qu'on habite en banlieue, parce qu'on est une femme, parce qu'on a un accent différent... Nous faisons partie d'une humanité diverse. Nous sommes différents à tous les niveaux et créer un "délict" ne fera qu'envenimer les choses. Ce sera encore plus risqué pour un employeur d'essayer d'embaucher quelqu'un d'un quartier défavorisé et de ne pas le garder ensuite. Il pourra être poursuivi pour discrimination alors que le motif de refus aura été justifié. Or, il faut avoir "envie" et non "peur" d'embaucher.

S. Verly, Nanterre (92)

L'habit fait le commis de chantier

Une loi de plus... malheureusement, ça ne changera rien du tout. Il y a longtemps de cela, avec mon frère, nous étions étancheurs (bitume, etc.), tâcherons à notre compte. Nous sommes allés voir une entreprise pour demander si elle avait des travaux à nous confier, nous sortions du travail pas très reluisants, la secrétaire qui nous a accueillis nous a demandé : « ... comme manœuvres ? » Nous n'avons même pas répondu et sommes partis. Peut-être deux ans après, je suis retourné dans cette entreprise, pour chercher du travail. C'était la même secrétaire. Je ne sortais pas du chantier et j'avais mis mon costume. À la question de savoir si l'entreprise embauchait, elle m'a répondu : « Comme commis ? » Si l'habit ne fait pas le moine, elle fait le commis de chantier.

Jacques Huet (via Internet)

Police de la pensée

Je suis atterré. Certains n'ont toujours pas compris qu'il ne suffisait pas d'une loi pour modifier les comportements et que c'est souvent l'effet inverse qui se produit. Imaginer qu'une loi va modifier les perceptions face à quelqu'un qui "s'exprimerait

différemment" ou aurait une "adresse particulière", c'est plus qu'utopique, c'est à la limite de la police de la pensée. La pédagogie et l'accompagnement me semblent mille fois plus efficaces que ces dérives autoritaristes qui auront en pratique un effet repoussoir sur les employeurs.

E. Cottard, (78)

Changer le cœur et l'esprit

Comme le cœur de l'homme s'endurcit, on tend à durcir les lois civiles : faire plier les hommes à la volonté du pouvoir civil en place et l'on pense que c'est le seul moyen d'obtenir l'obéissance. Bien au contraire, tant de lois semblables "anti-délits" ayant pour objet une obéissance contrainte, incitent à la rébellion et la haine, là où ces sentiments n'existaient souvent pas. Nous chrétiens, nous savons que la seule manière de changer la société en bien, c'est de changer le cœur et l'esprit de l'homme, par l'éducation, et surtout une éducation religieuse qui fait prendre conscience du bien et du mal. Pensez-vous que contraindre un employeur à ne pas penser d'une certaine manière est vraiment possible ou même intelligent ? Trop de lois tuent la loi.

Olga Lestienne, Grand Lavières (80)

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

ÉLECTIONS MUNICIPALES
Sauvons la fraternité ! 04

INTERNATIONAL

SOUDAN DU SUD
Une trêve fragile 05

EN ACTION(S)

VENEZUELA
Des communautés sensibilisées
aux catastrophes naturelles 07

ALLEMAGNE
Une gare pour retrouver son chemin 08

SAINT-BÉAT
Après l'urgence, le développement 10

RENCONTRE

PEDRO MECA
Un combat pour les pauvres 12

DÉCRYPTAGE

ÉLECTIONS MUNICIPALES
La mobilisation citoyenne en marche 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« La séparation est une souffrance » 22
Parole de l'aumônier général 22

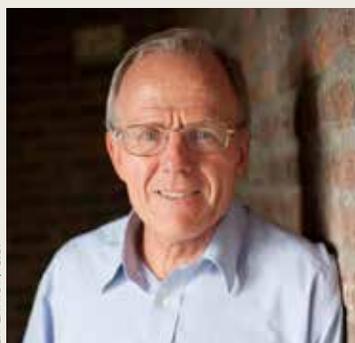
ACTION & ENGAGEMENT

TÉMOIGNAGE
Apporter une lumière dans les yeux
de ceux qui souffrent 23

Photo de couverture :

Lionel Charrier-Myop / Secours Catholique

Merci, Monsieur le maire



E. PERRIOT / S.C.

Les élections municipales approchent, et l'on parle peu de l'action quotidienne du maire et de son équipe municipale. Pourtant, des milliers de Français consacrent une partie de leur temps et de leur activité bénévole au service de leurs concitoyens. Il est important de leur rendre hommage.

Il faut rappeler, à la suite de nos papes Benoît XVI et François, qu'il est essentiel pour les chrétiens de s'engager dans la vie politique au service de leurs frères. Les élections municipales constituent la base de cet engagement. Les équipes du Secours Catholique connaissent bien les élus. Elles sont porteuses, auprès d'eux, des préoccupations des personnes les plus pauvres et les plus fragiles de leurs communes. Nos équipes sont souvent les porte-parole des personnes isolées ou qui ne savent pas comment s'adresser aux pouvoirs publics. Je ne connais

Il est essentiel pour
les chrétiens de s'engager
dans la vie politique.

guère de maires qui refuseraient une intervention du Secours Catholique pour une de ces personnes. C'est pour cela que nous devons soutenir les initiatives qui sont prises par les maires et leurs conseils dans les domaines qui nous concernent particulièrement : le logement, et en particulier le logement social, pour lequel les maires rencontrent trop souvent l'opposition de leurs habitants, l'école primaire, l'accueil périscolaire et des jeunes enfants, l'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), l'aide aux personnes âgées, etc.

Pour aider les futurs élus, le Secours Catholique a engagé une très large interrogation des candidats à partir de questions travaillées et posées par des groupes de personnes réunies dans nos lieux d'accueil. L'idée n'est pas d'embarrasser les candidats mais, au contraire, de mettre en évidence des questions et des propositions qui ont pour seul but d'aider, après les élections, ceux qui auront connu la consécration du suffrage universel.

C'est notre manière de faire de la politique au plus près du terrain.

FRANÇOIS SOULAGE,
PRÉSIDENT NATIONAL DU SECOURS CATHOLIQUE

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Sauvons La fraternité !

À l'occasion des élections municipales en France, qui se dérouleront les 23 et 30 mars, le Secours Catholique appelle les citoyens à mobiliser les candidats à la mairie sur les questions de fraternité et de solidarité.



E. PERRIOT / S.C.

« La fraternité, qui figure sur les frontons de nos mairies, est aujourd'hui en danger. » En décembre dernier, le constat du président du Secours Catholique, François Soulage, était sans appel. Alors que les citoyens se rendront bientôt aux urnes pour élire leur équipe muni-

L'équipe d'Issy les Moulineaux (92) s'unit pour promouvoir la fraternité.
www.l-indifference-pas-de-ca-chez-nous.blogspot.fr/

pale, l'association insiste sur l'urgence d'un sursaut solidaire dans la société. Au niveau municipal, « la fraternité est actuellement menacée par des égoïsmes forts », explique Hervé du Souich, président Île-de-France du Secours Catholique. Sur son territoire, une enquête réalisée par les délégations des différents départements auprès des mairies (1) expose la fracture existant dans la prise en charge de la pauvreté. « Les villes pauvres portent majoritairement le fardeau de la pauvreté. Cela semble un pléonasmisme, mais cela veut dire que l'extrême pauvreté (SDF, migrants, roms...) est maintenue toujours dans les mêmes communes, les autres rejetant ceux qui ne sont pas "de chez eux". »

Or les équipes municipales ont, parmi leurs responsabilités, l'organisation du vivre-ensemble et la cohésion sociale... de tous. « Mettre la fraternité au cœur des sujets de la campagne municipale, au même titre que les questions d'urbanisme, de transports, de fiscalité locale ou de sécurité, est un enjeu important pour le Secours Catholique », insiste Bernard Schricke, directeur France-Europe du Secours Catholique. « Il s'agit que chacun, au moment de voter, réalise qu'il fait aussi un choix sur la manière dont nous voulons vivre ensemble et sur la place que nous voulons faire aux plus fragiles. »

SOPHIE LEBRUN

1. Retrouvez cette enquête sur www.secours-catholique.org

LE CHIFFRE DU MOIS

1995

Cela fait presque vingt ans que le Secours Catholique, avec l'institut Ipsos, enquête sur la prise en compte de la précarité par les candidats aux élections municipales, législatives et présidentielle. Cette année, il publie un sondage sur la perception de la pauvreté et les réponses des municipalités face à celle-ci. À lire sur www.sauvonslafaternite.org.

LA POLITIQUE VUE DE ROME

La politique tant dénigrée est une vocation très noble, elle est une des formes les plus précieuses de la charité, parce qu'elle cherche le bien commun. ”

Dans son exhortation apostolique *Evangelii Gaudium*, publiée en novembre dernier, le pape François a appelé tous les croyants à voir en la charité « le principe non seulement des micro-relations : rapports amicaux, familiaux, en petits groupes, mais également des macro-relations : rapports sociaux, économiques, politiques ».

LES URGENCES À DÉFENDRE

Le logement très social

Parmi les sujets prioritaires que le Secours Catholique souhaite voir au programme des candidats à la mairie figure l'accès au logement pour les personnes à très faible revenu. La loi sur les logements sociaux prévoit bien une obligation de construction pour les communes, mais elle n'est pas assez spécifique sur les montants des loyers. Le logement dit très social ainsi que les prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) doivent être intégrés dans les projets des candidats pour vraiment répondre aux besoins urgents des ménages ayant de faibles revenus.

L'analyse des besoins sociaux

Comment mener des politiques sociales dans sa ville sans avoir de visibilité sur les besoins ? C'est ce que font de nombreuses communes qui refusent d'analyser les besoins sociaux de leur territoire. Pourtant obligatoire, cette analyse permet de faire ressortir les formes de pauvreté d'une municipalité. Avec ces indicateurs, le Centre communal d'action sociale (CCAS) – et de manière générale tout le budget de soutien social – peut répondre aux réalités du terrain et aider ainsi, sur le long terme, ses citoyens à sortir de la précarité.

Consulter les personnes en précarité

Dans plusieurs organismes nationaux élaborant des politiques de lutte contre la pauvreté, des groupes de personnes en situation de précarité ont été constitués pour être consultés régulièrement. C'est le cas au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou encore au Conseil économique, social et environnemental. Le Secours Catholique demande aux futurs maires de créer un groupe dans chaque Centre communal d'action sociale (CCAS).

SOUDAN DU SUD

Une trêve fragile

Mi-février, la situation au Soudan du Sud restait tendue, malgré le cessez-le-feu conclu entre les forces du président Kiir et celles de l'ancien vice-président Machar.



Depuis la mi-décembre, moment où le pays s'est enflammé, la guerre que se livrent le président et l'ancien vice-président a fait plusieurs milliers de morts et poussé 800 000 personnes à fuir leur foyer. La trêve conclue entre eux le 23 janvier n'a pas mis fin au conflit et les deux camps s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu.

En janvier, le correspondant de Cafod, la Caritas britannique, Joseph Kabiru, était à Juba, la capitale. Il lui était

+ À LIRE

Dans le ventre du Soudan, de Guillaume Cavallée, Mémoire d'encrier, 2012.

impossible, écrit-il, de s'aventurer hors de la ville. Mais au téléphone avec les partenaires d'Église de Malakal, principale ville de l'État du Nil supérieur, ses correspondants lui ont décrit des scènes insoutenables : des animaux dévorant des cadavres, des corps flottant sur le Nil. L'hôpital de Malakal est submergé de morts et de blessés. Et les produits alimentaires vendus à des prix exorbitants dans les rues de Malakal proviennent du pillage d'agences humanitaires.

Dans leur appel à la paix, les évêques du Soudan du Sud demandent au parti au pouvoir, le Mouvement de libération du peuple du Soudan (SPLM), de cesser ses querelles intestines. Les Caritas sur place distribuent nourriture, eau potable et biens de première nécessité aux populations déplacées. Caritas Internationalis, pour les soutenir, appelle en urgence son réseau à trouver 2,9 millions d'euros pour aider 100 000 personnes dans les quatre prochains mois.

JACQUES DUFFAUT

BANGLADESH "Accalmie politique"



E. PERRIOT / S.C.

Pour Fanny Delgutte, du pôle Asie au Secours Catholique, les grèves générales et les violences politiques de 2013 pèsent sur Caritas Bangladesh.

Après une campagne électorale particulièrement meurtrière, quelle est la situation dans le pays ?

Le pays est aujourd'hui plus calme. Il sort de la crise politique. Les tensions se sont apaisées avec la fin du blocage des routes mis en place par les partis anti-gouvernementaux, la libération d'opposants politiques, une liberté d'expression toujours encadrée certes, mais redevenue réelle.

Et pour Caritas Bangladesh ?

Pour Caritas, pendant la crise, les forts clivages des populations et leurs répercussions sur le plan politique ont brisé les dynamiques communautaires mises en œuvre dans le secteur rural. Les projets de développement en cours ont pris quatre mois de retard. Les réunions de suivi et les formations à la sécurité alimentaire et à l'élevage prévues n'ont pas eu lieu, les membres de Caritas n'ayant pu se déplacer. En conséquence, ses 3 277 permanents travaillent sept jours sur sept depuis début janvier pour rattraper le temps perdu !

PROPOS RECUEILLIS
PAR YVES CASALIS

ALERTE

Les évêques congolais dénoncent

Devant le paradoxe que constitue la richesse du sous-sol congolais et la pauvreté de la population, la Conférence des évêques de la République démocratique du Congo a créé une commission. Les investigations ont porté sur la région du Walikale, gros producteur de cassitérite, un composant très recherché entrant dans la fabrication des téléphones portables. Conclusion : les millions de dollars tirés de cette industrie n'ont pas amélioré les conditions de vie de ses 10 000 mineurs.

Tournées de rue

Le Secours Catholique des Hauts-de-Seine a mis en place, depuis un an et demi, des tournées de rue dans le sud du département. Tous les mardis soir, deux équipes de deux ou trois volontaires partent à la rencontre des sans-abri à Malakoff, Montrouge et Vanves. Venus les mains vides, ils s'efforcent d'apporter un peu de chaleur humaine à ces personnes très isolées en discutant avec elles. Les sans-abri peuvent évoquer parfois des sujets d'actualité, leur parcours de vie ou encore leur galère quotidienne. Cette présence régulière permet au Secours Catholique local de tisser des liens de confiance avec eux et de faciliter leur venue à l'accueil de jour de Malakoff. En 2013, ils ont ainsi rencontré 90 sans-abri.

Pierre Wolf-Mandroux



E. PERRIOT / S.C.

PAROLE DE **JEAN-FRANÇOIS BROQUÈRES**, MAIRE DE TARTAS (LANDES)

Dans le cadre de l'intercommunalité, toutes les grandes actions sociales ont été transférées aux Centres intercommunaux d'action sociale (CIAS). Nous avons recentré le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Tartas sur des actions de proximité : aide à de petites réparations, transport de personnes sans véhicule, etc., une déclinaison de petits services rendus aux personnes âgées ou isolées.

À Tartas, où nous avons 3 300 habitants, nous voulions aussi aider les jeunes et leurs familles. Nous avons mis en place une bourse au permis de conduire. Pour que cette aide financière ne soit pas sans contrepartie, nous avons demandé aux bénéficiaires de donner de leur temps (35 heures) à une activité d'intérêt général. Ainsi, ces jeunes rendront à leur tour service.

La bourse varie entre 200 et 400 euros, en fonction des revenus familiaux. Elle couvre environ 40 % du coût des leçons de conduite et est versée aux 18-20 ans ayant déjà obtenu le code. La somme est versée à



DR

l'auto-école conventionnée. C'est un contrat quadripartite passé entre la commune, l'auto-école, le jeune bénéficiaire et l'association qu'il aura choisie pour effectuer son bénévolat de 35 heures.

Chaque année, une trentaine de jeunes Tarusates pourraient en bénéficier. Nous avons prévu d'en aider dix, mais si nous en avons cinq, nous serons déjà très satisfaits. Pour le futur, on ne s'interdit pas

Nous demandons aux jeunes de rendre service à leur tour.

d'élargir ce dispositif aux chômeurs. Aujourd'hui, la première de ces bénéficiaires est une jeune fille de 19 ans issue d'un milieu modeste. Elle a choisi de se mettre au service de l'équipe locale du Secours Catholique où elle va participer aux activités de l'accueil de jour de l'association. ■

Témoignage recueilli par Jacques Duffaut

VACANCES

Accueillez des enfants défavorisés

Comme chaque année, le Secours Catholique recherche des familles bénévoles disposées à accueillir des enfants défavorisés qui ne partent jamais, ou très peu, en vacances. Ce dispositif, appelé Accueil familial de vacances (AFV), existe depuis 1948. Il permet aux enfants de partir en juillet ou en août sur le lieu d'habitation ou de villégiature de la famille bénévole. Près de 2 000 enfants bénéficient de l'AFV chaque année grâce à la mobilisation d'un nombre équivalent de familles. Outre le plaisir de la découverte, cette opération permet à l'enfant de prendre du recul, ce qui favorise d'autant son épanouissement personnel. Les familles intéressées peuvent contacter le département Solidarités familiales du Secours Catholique au numéro 01 45 49 52 38.

P.W.-M.

VU SUR PLACE AU VENEZUELA

Des communautés sensibilisées aux catastrophes naturelles

Tremblements de terre, inondations, glissements de terrain. La population de l'État de Táchira, dans les Andes vénézuéliennes, est victime de catastrophes naturelles à répétition. Regroupés dans des milieux semi-urbains où permis de construire et plans d'urbanisation sont inconnus, les habitants de cette région proche de la Colombie sont d'autant plus vulnérables que leur très grande pauvreté les contraint à vivre dans la marginalité.

Un programme de prévention des désastres a été mis en œuvre conjointement par Caritas Venezuela et le Secours Catholique. Financé en grande partie par l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (Echo), ce programme apporte informations et moyens matériels à 8 500 personnes directement concernées par les risques, et il bénéficie indirectement à près de 115 000 autres personnes.

Formés à la gestion des risques et dotés d'équipements pluviométriques, les habitants et la Protection



Y. MALDONADO / S.C.

civile disposent désormais d'informations suffisamment précises. Des bénévoles relèvent quotidiennement la pluviométrie locale et enregistrent sur un site informatique ces données qu'utilisent à leur tour l'Institut national d'hydrométéorologie et d'autres services de l'État. En cas d'extrême urgence, les bénévoles alertent eux-mêmes la population. Coût du programme : 480 000 euros, dont 90 000 euros sont financés par le Secours Catholique. ■

Jacques Duffaut

Bel exemple d'implication d'une population qui se prémunit contre les catastrophes naturelles.

À SUIVRE

Une pharmacie humanitaire pour les plus démunis à Saint-Brieuc

Depuis un an et demi, une pharmacie humanitaire fournit des médicaments aux personnes en situation de précarité à Saint-Brieuc. En partie financée par la Fondation Caritas.

L'association Adaléa aide depuis plus de trente ans des personnes en situation de précarité dans le département des Côtes-d'Armor. En septembre 2012, elle a ouvert une pharmacie humanitaire dans son point d'accueil santé de Saint-Brieuc. Objectif : dépanner les personnes démunies qui ont besoin de médicaments mais qui n'ont pas encore de couverture médicale universelle, ou qui attendent que leur dossier administratif

soit traité. En 2013, 217 personnes dont 16 enfants ont bénéficié d'antibiotiques, antalgiques et autres produits pharmaceutiques auprès de cette pharmacie.

L'initiative est financée par l'Agence régionale de santé et par la Fondation Caritas à hauteur de 17 400 euros. Elle a notamment vu le jour grâce à l'engagement bénévole d'une pharmacienne et de trois médecins de Saint-Brieuc. Les médecins reçoivent les personnes aidées et rédigent les ordonnances. La pharmacienne se charge ensuite de commander les médicaments à une pharmacie humanitaire internationale située à Nîmes.

P.W.-M.

ÉTRANGERS

Le Secours Catholique devient membre de Migreurop

Le Secours Catholique est devenu membre du réseau d'associations Migreurop en décembre 2013 avec le statut d'observateur. Migreurop réunit des chercheurs et des militants de tous pays qui s'élèvent contre la fermeture des frontières et la multiplication des centres de rétention pour les étrangers en Europe. Cette adhésion permettra au Secours Catholique de renforcer sa connaissance des questions migratoires.

SENIORS

Lancement du plan contre l'isolement des personnes âgées

Le gouvernement a lancé officiellement le lundi 27 janvier une Mobilisation nationale contre l'isolement des personnes âgées (Monalisa). Celle-ci se traduira par la création d'"équipes Monalisa" qui se retrouveront autour d'une charte commune. L'objectif est de susciter, à terme, des vocations dans les territoires aujourd'hui dépourvus d'actions envers les personnes âgées isolées. Monalisa rassemble des représentants d'associations, dont le Secours Catholique, et d'organismes publics et privés d'accompagnement des personnes âgées. www.monalisa-asso.fr

ONDES

Des radios distribuées aux migrants de Calais

L'association des Enfants du canal à Paris a offert, à Noël dernier, une cinquantaine de postes de radio au Secours Catholique du Pas-de-Calais. Ils ont été ensuite distribués aux migrants de Calais. L'objectif est de rompre l'isolement des sans-abri et de leur apporter du réconfort. « *Les migrants qui parlent anglais pourront entendre la BBC, souligne Vincent de Coninck, délégué à Calais. Les autres pourront écouter de la musique. Les nuits sont longues, sous les tentes.* »

ALLEMAGNE

Une gare pour retrouver son chemin

À Munich, en plein cœur de la gare principale, la Bahnhofsmiission aide et conseille ceux qui en ont besoin, sans condition ni restriction. Elle est gérée conjointement par deux associations, l'une catholique, chapeauté par Caritas, l'autre protestante.

« **L**a Bahnhofsmiission aide à remettre la vie sur des rails » : tel pourrait être le slogan de cette organisation caritative qui opère dans une centaine de gares en Allemagne. Véritable institution, la première Bahnhofsmiission a ouvert ses portes en 1895 à Berlin et celle de Munich deux ans plus tard.

Créée à l'origine pour orienter les jeunes filles fraîchement débarquées de leur campagne natale dans l'espoir de trouver un travail en ville,

cette organisation offre aujourd'hui aide et conseil à tous ceux qui en ont besoin, rapidement, gratuitement, sans restriction ni condition. « *L'institution n'a jamais cessé de fonctionner, excepté sous le régime nazi, qui avait lui-même mis en place ses propres institutions "sociales"* », indique Andrea, directrice de la Bahnhofsmiission de Munich.

Environ 200 personnes poussent quotidiennement la porte de la mission locale de cette ville de Bavière

parmi les plus riches d'Allemagne. Et en ce matin froid de décembre, une quarantaine d'hommes, de femmes et d'enfants attendent de recevoir ce qui constituera pour certains leur seul repas : une boisson chaude et des tranches de pain tartinées de margarine.

Ici, des bénévoles s'affairent toute la journée pour donner à chacun cette collation, matin, midi et soir. Le système d'entraide est bien rodé : chaque jour, des boulangeries situées sur le parvis de la gare cèdent leurs invendus et une grande chaîne allemande de boulangerie fait régulièrement don de sa spécialité, un pain typiquement bavarois de longue conservation.

Quant aux locaux, ici comme dans les autres Bahnhofsmiission d'Allemagne, ils sont mis à disposition par la DB, la compagnie ferroviaire nationale. En contrepartie, bénévoles et salariés rendent de petits services aux voyageurs : « *Nous fournissons des renseignements, des fauteuils roulants ou des chariots à bagages, et nous aidons les gens à monter dans les trains, en descendre ou en changer* », explique Andréa.

+ À LIRE

Made in Germany, le modèle allemand au-delà des mythes, de Guillaume Duval, Seuil, 2013.



P. DELAPIERRE / S.C.

Chaque jour, environ 200 personnes passent par la mission locale.

Crise du logement

Dans un coin de la salle, un homme d'une cinquantaine d'années au regard doux profite d'une prise électrique disponible pour recharger son portable bon marché.

Ladislau est roumain, il est arrivé à Munich en septembre 2012, après avoir travaillé dix ans en Hongrie en tant que mécanicien. « *Un jour, mon employeur m'a annoncé qu'il allait installer son entreprise en Allemagne, raconte-t-il. Il m'a proposé de le suivre, mais une fois ici, il n'a finalement pas pu me donner le travail promis. Et puis, il y a un an, j'ai eu un accident dans le métro, j'ai dû me faire opérer des hanches et aujourd'hui je ne peux pas reprendre mon métier.* » À l'écart de l'agitation, il est reçu par une bénévole dans un petit bureau offrant calme et discrétion afin d'être orienté vers les services sociaux de la ville qui pourront répondre à ses besoins. Chaque jour, cinquante entretiens individuels sont réalisés. ■■■

VU D'ICI MORGANE RIVIÈRE, ANIMATRICE AU PÔLE PARISIEN GRANDE EXCLUSION DU SECOURS CATHOLIQUE

Les gares parisiennes ont aussi leur accueil de jour



D. RAVIER / S.C.

« Il existe à Paris 15 accueils de jour pour personnes en grande précarité appelés Espaces solidarité insertion (ESI). Ils sont financés par la ville, l'État et la RATP. Quatre d'entre eux se trouvent à proximité de la gare d'Austerlitz, de la gare de l'Est, de la gare de Lyon et de la Gare du Nord. Ils sont nés d'une volonté commune de la SNCF et de la RATP d'accueillir,

Certains ESI à proximité des gares accueillent les personnes en errance.

hors de leurs murs, les nombreuses personnes en grande exclusion qui errent dans les gares et le métro.

Les gares sont en effet des lieux abrités, facilement accessibles, souvent situés au cœur de quartiers animés. On peut s'y retrouver, y pratiquer la mendicité, quelquefois y trouver des services. En

l'occurrence, ces ESI fournissent des douches, des vestiaires ou encore une buanderie aux accueillis.

Le Secours Catholique de Paris, pour sa part, ne gère pas d'ESI, mais il anime cinq accueils de jour. Tout comme la Bahnhofsmision, nous y rencontrons beaucoup de personnes

originaires d'Europe de l'Est. En revanche, contrairement à l'institution allemande, nous ne recevons ni les mineurs, ni les familles.

La pédagogie du Secours Catholique diffère aussi de celle de la Bahnhofsmision. Sur nos lieux d'accueil, notre mission est de créer du lien, de favo-

Notre mission est de favoriser la rencontre et l'écoute.

riser la rencontre et l'écoute. Les services comme les petits déjeuners ou les douches sont à la marge. À la distribution alimentaire, nous préférons accompagner les personnes accueillies en les invitant à préparer leur repas avec nous. » ■

Propos recueillis par P.W.-M.

Comme Ladislau, de plus en plus de personnes venant d'Europe de l'Est – principalement de Roumanie, de Bulgarie et de Hongrie – frappent à la porte des Bahnhofsmision. « *Ceux qui sont qualifiés trouvent du travail car ici on n'en manque pas*, observe Andrea. *Mais la majorité n'ont aucune qualification et ne peuvent prétendre qu'à des jobs journaliers, payés au noir. Ceux-là ne peuvent pas se loger et arrivent à peine à survivre.* »

Munich, comme toutes les grandes agglomérations d'Allemagne, connaît une dramatique crise du logement. De plus en plus d'étudiants et de personnes ayant droit à un logement social sont désormais contraints de vivre dans des hébergements d'urgence. Et à Munich, le problème se pose avec une particulière acuité. « *C'est la ville la plus chère d'Allemagne*, rappelle Andrea. *Même en augmentant la construction de logements sociaux, la ville ne pourra pas loger tout le monde.* » ■

Marina Bellot

SUBSIDIARITÉ La mission sociale de l'Église allemande

En Allemagne, l'État délègue sa mission sociale aux institutions, religieuses ou non.

C'est par souci de se démarquer de son passé autoritaire et centralisateur que la République fédérale d'Allemagne a choisi d'appliquer le principe de subsidiarité et décidé de limiter les compétences de l'État. Outre-Rhin, les Églises prennent donc en charge des missions que l'État n'assume pas, notamment dans les domaines social et éducatif. Elles gèrent ainsi des hôpitaux, des maisons de retraite, des crèches, des écoles maternelles, des foyers pour sans-abri ou encore des centres assurant les consultations préalables aux interruptions volontaires de grossesse.

Les œuvres sociales des Églises sont financées à hauteur d'environ 30 % par les pouvoirs publics – des sommes qui ne sont pas

considérées comme des subventions, mais bien comme la contrepartie de l'inaction de l'État dans ce domaine.

Il existe dans le pays deux puissantes associations caritatives : Diakonie, protestante, et Caritas, catholique. Toutes deux chapeautent une myriade d'associations allemandes.



P. DELAPIERRE / S.C.

Ainsi, la Caritas allemande est structurée comme une fédération d'œuvres privées d'aide sociale, qu'elle représente au plan national. Elle coordonne de manière efficace l'aide sociale et prend part

activement à la vie politique du pays en agissant, grâce à un important travail de plaidoyer, sur la prise de décisions en matière de politique sociale.

M.B.

SAINT-BÉAT

Après l'urgence, l'aide au développement

Fin janvier, la Garonne a de nouveau menacé le village de Saint-Béat situé en Haute-Garonne, gravement éprouvé par la crue du 18 juin dernier. Depuis huit mois, le Secours Catholique est sur place.

REPORTAGE JACQUES DUFFAUT

Janvier 2014. Sur le trottoir étroit qui borde la rue principale de Saint-Béat (Haute-Garonne), Bertrand Ricard, bénévole au Secours Catholique, retrouve Michel Weistroffer devant son ancienne boucherie. Il est accompagné d'Edyta Matejko, recrutée par la mairie pour coordonner les secours après les inondations d'il y a huit mois. Sur le mur, à l'intérieur du magasin, un trait noir tracé au marqueur indique 2,15 m, le niveau de la crue du 18 juin dernier. Le magasin a été nettoyé mais « l'eau remonte par ca-

pillarité quand il pleut, explique le boucher-traiteur. Je ne peux plus payer le loyer. Alors j'envisage de me reconvertir en rôtiiseur ambulante ».

« L'aide du Secours Catholique est destinée à faciliter la reprise des activités professionnelles, mais elle n'est pas conditionnée à la réouverture du magasin sur les lieux où il se trouvait avant le sinistre, précise Bertrand. Nous voulons empêcher la mort de l'économie locale. »

À l'exception d'un café (rouvert trois semaines après l'inondation pour accueillir le Tour de France), tous



Délégation d'Ariège-Garonne
56 rue de Périole
31500 Toulouse
Tél. : 05 34 25 67 40
Fax : 05 34 25 67 49

équipes : 80
bénévoles : 1 300
personnes aidées environ 36 250

+ À LIRE

Rapport de la Cour des comptes de juillet 2012 :

Les enseignements des inondations de 2010 sur le littoral atlantique (Xynthia) et dans le Var.

les autres commerces implantés sur l'artère principale sont fermés. Le gérant du bureau de tabac est parti se reconvertir au métier de chaudronnier. La banque qui venait d'installer un nouveau distributeur reste close. Les deux campings, moteurs économiques du village, sont déserts. Le camping public sera déplacé sur le flanc de la montagne. Quant au camping privé, des problèmes pratiques et juridico-administratifs restent à régler avant la reprise d'exploitation.

La catastrophe a coïncidé avec le début de la saison estivale. L'équipe des urgences du Secours Catholique, composée de cinq personnes début juillet, s'était rapidement renforcée d'une centaine d'autres bénévoles et de personnes accueillies de Haute-Garonne et des départements voisins. Une aide efficace qui fut aussi un soutien moral pour tous ceux dont les biens avaient été détruits.

Après le départ des premiers urgentistes, Bertrand Ricard a pris le relais. Son rôle est d'assurer une permanence dans cette partie française du val d'Aran. Juriste de formation, il conseille, explique les clauses de contrats d'assurance, écoute et propose des solutions.

Pour aider au redémarrage de l'économie, le Secours Catholique a confié à Bertrand, en lien avec la délégation Ariège-Haute-Garonne, l'utilisation d'une enveloppe de 50 000 euros, spécialement débloquée pour venir en aide aux commerçants sinistrés. ■

+ ÉCLAIRAGE HERVÉ PÉRÉFARRES, MAIRE DE SAINT-BÉAT

« Le plus dur, c'est maintenant »

Professeur d'éducation civique, le jeune maire a vérifié sur le terrain l'efficacité des humanitaires.



Hervé Péréfarres

« J'étais préparé à une phase d'urgence. Nous avons mis sur pied une prévention des risques. Mais je n'aurais jamais pensé avoir deux à trois mètres d'eau dans les rues.

Heureusement, l'inondation a suscité une union sacrée dans le village. Les scouts, une équipe de rugby, des particuliers et des centaines d'autres personnes sont venus nous aider. Et puis j'ai vu arriver l'équipe des urgences du Secours Catholique.

Cette équipe, avec à sa tête Bernard Mazeran, a fait son boulot sans besoin de reconnaissance. Ses membres se sont adaptés à la situation tout seuls. On avait affaire à de vrais professionnels alors qu'ils sont tous bénévoles. Leur objectif était d'être au service des autres, alors je leur ai fait confiance. Humbles dans l'action, ils sont allés partout, essayant de n'oublier personne. Je n'imaginais pas qu'ils puissent être aussi présents, en quantité comme en qualité. On croit que les urgences du Secours Catholique se font à l'international. Ils sont aussi en France, sur le terrain. Et ils continuent le travail, ils ne s'arrêtent pas. Depuis, nous travaillons ensemble. Nous allons mettre à leur disposition des locaux quasiment neufs. Il va y avoir une antenne une ou deux fois par semaine. Car le plus dur, c'est maintenant. »



1



2



3



4



5



6

En action(s)

Le soutien aux victimes

Pour aider Saint-Béat à se relever de l'inondation du 18 juin 2013 qui a sévèrement touché habitations **3** et commerces, le Secours Catholique mise sur l'appui au développement. Le traiteur, M. Weistroffer **1**, la restauratrice, M^{me} Bron **5**, ou la propriétaire d'un gîte, Yvette de Goffau **6**, bénéficieront d'une aide financière. Des particuliers, tels MM. Farezin **4** ou Hernandez **2**, sont également soutenus par le Secours Catholique.

PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.



Rencontre

Pedro Meca, un combat pour les pauvres

Orphelin de père, militant basque condamné par le régime franquiste, contrebandier : le père Pedro Meca a eu plusieurs vies avant de se consacrer à Dieu et à ceux qui vivent à la rue.

PAR PIERRE WOLF-MANDROUX PHOTOS : XAVIER SCHWEBEL / S.C.

De retraite, il n'en est pas question. Le père Pedro Meca a beau avoir 78 ans, il a conservé toute sa vigueur et son énergie. « *J'ai beaucoup joué au rugby* », révèle le prêtre basque. On se prend à l'imaginer au poste de pilier, lui qui a passé sa vie au plus près des autres et n'a pas hésité à bousculer les dogmes.

Le 24 janvier, le remuant dominicain se trouvait en Navarre où il a reçu des mains de journalistes un prix pour son

engagement social. « *J'ai accepté de m'y rendre, à condition que l'on parle des gens avec qui et pour qui je travaille et non de moi.* » Il suit en cela les préceptes de l'abbé Pierre, dont il était proche, et qui lui a dit un jour : « *Passe la moitié de ta vie à être avec les gens, et l'autre à dire ce que tu fais.* »

Tout au long de son existence, ce natif de Pampelune a co-fondé ou animé un nombre impressionnant d'associations pour les plus démunis. À

partir de 1977, il travaille au *Cloître*, un bar parisien racheté par l'abbé Pierre et revendu en 1984. Il crée avec des amis InterLibros Solidarité France, une association qui envoie des livres à des enfants d'Amérique latine qui n'ont pas accès à la culture. En 1992, il ouvre à Paris son emblématique "Moquette". Dans ce lieu de convivialité et d'échanges, les "paumés" peuvent jouer le soir aux cartes, lire des journaux ou parler avec des intellectuels venus présenter leur dernier livre.

"Orphelin"

Pedro s'implique dans Dyna'MO, association d'insertion par le travail de personnes en difficulté, ou encore dans celle des Amis du bus des femmes, qui vient en aide aux prostituées. Son cheval de bataille reste la question du logement, qui l'a marqué dans sa chair lorsqu'il était enfant. Né en 1935, il a été élevé jusqu'à ses 12 ans dans un logement sans eau courante ni toilettes par sa nounou, « *ma maman* ». Son père est mort quelques mois après sa naissance. Sa mère biologique, opposante à Franco et condamnée à mort, s'est réfugiée en France.

Garçon turbulent, Pedro fuit l'Espagne à 17 ans pour la France, où il rejoint sa mère et rencontre le monde des réfugiés républicains en situation de grande précarité. Le choc est terrible. « *En Espagne, on nous enseignait qu'ils*

BIOGRAPHIE

1935 : naît à Pampelune, dans le Pays basque espagnol

1952 : fuit l'Espagne franquiste pour Bordeaux

1962 : est ordonné prêtre

1992 : fonde la "Moquette"



CE QUE JE CROIS

Ma foi est révolutionnaire. Lorsqu'on choisit, comme l'Église l'a fait, de donner la priorité aux pauvres, on ne peut pas ne pas s'engager. Si l'on inscrivait les Béatitudes dans la Charte de l'ONU, cela changerait tout ! Je compare souvent la foi au pare-brise d'une voiture. Elle l'aide à traverser la pluie mais elle ne l'arrête pas. ”

étaient pires que le diable, qu'ils avaient le couteau entre les dents. J'ai vu qu'on m'avait menti. » Il adopte dès lors cette liberté de pensée et de ton qui ne l'a plus jamais quitté.

Sa vie bascule à nouveau en 1956, lorsqu'il rencontre un soir un frère dominicain. « Il allumait sa pipe. Je me suis arrêté pour lui demander du feu. » Pedro discute avec lui, le revoit souvent. Et se décide à devenir prêtre, lui qui était jusqu'alors contrebandier et vivait de trafics de cigarettes ou d'alcool.

Pedro a depuis continué de flirter avec l'illégalité, au nom de la justice. « Je devance la future légalité », nuance-t-il avec un sourire. Son militantisme en faveur des Basques, persécutés sous Franco, lui vaudra d'être condamné à soixante-dix ans de prison. Mais il vit alors déjà en France. Il sera amnistié à la mort du dictateur, puis de nouveau condamné en 1978 après

la publication d'un dessin satirique faisant écho à son histoire. Pedro le décrit : « Une femme se penche sur le berceau d'un bébé. Elle lui demande : "Qui est ta maman ?" Il répond : "L'Espagne." "Qui est ton papa ? – Franco." "Que voudras-tu être plus tard ? – Orphelin !" » Il ne se retrouvera qu'une fois derrière les barreaux, avant sa première condamnation et par accident. « La police m'avait confondu avec quelqu'un d'autre ! » s'esclaffe-t-il.

La fibre révolutionnaire de cet homme marqué par les idées sociales du XIX^e siècle, « et les Évangiles », ajoutait-il, ne s'est pas usée. Dans les années 2000, il occupera des immeubles pour interpellier le gouvernement sur le droit au logement opposable. « Mettre des familles à la rue, c'est criminel. Et en plus c'est idiot : leur prise en charge ultérieure coûte plus cher à la collectivité. » Pedro est également actif au sein des

Pedro Meca porte la barbe depuis 1968.
« Je n'ai pas le temps de me raser », se justifie-t-il, volubile.

Morts de la rue, dont le Secours Catholique fait partie. Ce collectif s'engage à inhumer dignement les SDF décédés et à conserver leur souvenir. « La manière dont une société traite ses cadavres en dit beaucoup sur sa considération pour l'être humain », dit sombrièrement Pedro.

Lui-même sait qu'il continuera à se battre jusqu'à son dernier souffle. Cette perspective ne lui fait pas perdre son goût de la plaisanterie. Lorsqu'il croise la responsable des sœurs du couvent des dominicaines situé rue de Vaugirard à Paris, il lui lance : « Savez-vous pourquoi on a inventé la vieillesse ? Pour ne pas mourir jeune ! » ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Contrebandiers de l'espoir, éd. Grasset et *Poèmes de la nuit*, éd. Cana 1997. Premier ouvrage, écrit par Pedro Meca, il narre ses rencontres avec les marginaux de la "Moquette".

www.mortsdelarue.org

Le site répertorie les noms des personnes sans-abri décédées dans la rue et fournit de nombreuses statistiques. L'âge moyen des personnes décédées est par exemple de 48 ans ; 459 SDF sont morts dans la rue en 2013, soit plus d'une personne par jour.



DÉCRYPTAGE

ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA MOBILISATION CITOYENNE EN MARCHÉ

INTERVIEW 16
JO SPIEGEL

PARTICIPATION 17
DES MUNICIPALES POUR TOUS

FOOT 18
UN MATCH POUR SE RENCONTRER

Les 23 et 30 mars, les Français sont appelés à voter pour élire l'équipe municipale de leur commune. Se sentir citoyen, est-ce une réalité pour tous, même les plus précaires ? C'est un combat dans lequel le Secours Catholique s'est engagé depuis plusieurs années au sein de ses groupes locaux, pour que tous ceux qu'il accompagne prennent conscience du poids de leur voix et de leur richesse dans la société.

TOUR D'HORIZON

Citoyens de toutes voix, exprimez-vous !

Certains sont sur le pont depuis plusieurs mois, d'autres viennent à peine de commencer. Certains vont porter des interpellations précises aux candidats, d'autres échangent seulement entre eux. À l'approche des élections municipales qui auront lieu les 23 et 30 mars dans toute la France, les groupes locaux du Secours Catholique s'interrogent sur l'engagement citoyen.

ENQUÊTE : SOPHIE LEBRUN / PHOTO : LIONEL CHARRIER-MYOP / S.C.

Au milieu de la petite salle paroissiale d'Avesnes-les-Aubert, près de Cambrai, Amélie, animatrice du Secours Catholique, fait semblant d'ouvrir une porte et salue trois femmes qui à leur tour font semblant d'entrer dans un bureau. « Bonjour, je suis Amélie, candidate à la mairie de cette ville. À qui ai-je l'honneur ? » Florence annonce, en lui serrant la main : « Bonjour, nous sommes des membres du groupe Zero solitude. Nous venons nous présenter et vous exposer nos idées pour la ville. » Ce mardi après-midi, pour la dizaine d'hommes et de femmes qui fréquentent les rencontres conviviales du Secours Catholique de cette commune d'environ 3 600 habitants, c'est la répétition générale. Ils s'entraînent à rencontrer un candidat aux élections municipales.

Depuis juin dernier, ils échangent sur leur rôle de citoyens et sur les besoins auxquels la future équipe municipale pourra peut-être répondre. Florence, Anne-Marie, Annie, Monique, David, Daniel et Dominique ne se sont pas rencontrés à l'occasion des élections. « Ce groupe a été créé il y a cinq ans pour lutter contre la solitude, pour qu'existe un espace où l'on se parle », explique Dominique, qui en est à l'origine et qui tient la permanence du Secours Catholique dans la commune. Et les après-midi sont d'habitude remplis d'activités manuelles.

Dans la plupart des délégations du Secours Catholique, c'est cette même formule qui a été proposée : s'appuyer sur des groupes existants, ayant déjà des liens amicaux, et leur donner la possibilité d'ouvrir une réflexion sur l'engagement citoyen et l'interpellation des politiques.

« La politique, ça signifie la vie de la Cité, souligne Marc Bulteau, délégué de Savoie, et le Secours Catholique se veut un acteur de la scène politique dans le sens noble du terme. » Marc a choisi de former une trentaine de personnes participant aux groupes conviviaux, un vendredi

de janvier, pour que « cela essaime ». Au programme : identifier les compétences de la mairie à travers des photos que chacun commente – tout le monde a reconnu le logo du Centre communal d'action sociale (CCAS) –, proposer des revendications à partir de son vécu – une participante venue du massif des Bauges a souligné le besoin de déneiger plus rapidement pour éviter aux personnes déjà isolées de l'être encore plus –, et enfin réaliser une écharpe aux trois couleurs de la République portant les demandes de chacun.

Pour Viviane, cette approche la « touche directement. C'est intéressant ». Au fur et à mesure des discussions du groupe, elle a donné son avis : « Dans mon village, le maire est très accessible. » Mais cette femme de 59 ans, qui travaille comme accompagnatrice d'une dame atteinte d'Alzheimer, a aussi des améliorations à proposer à sa municipalité : « Plus de lien social entre les gens ! » Quand on lui demande si elle a l'impression de faire de la politique en s'investissant ainsi, la réponse fuse : « La politique c'est pour ceux qui s'y connaissent, ceux qui sont capables, ceux qui sont des leaders. Moi, je n'en suis pas. » ■■■

+ LE POINT DE VUE DE JEAN-LUC GRAVEN

La mobilisation citoyenne est présente au Secours Catholique dès les années 1990, comme le souligne son directeur du pôle Expérimentation et recherche.



E. PERRIOT / S.C.



Le virus était transmis. »

« Dès les années 1990 s'est enclenchée une démarche de mobilisation citoyenne avec, comme point d'orgue, le passage à l'an 2000 et les assemblées de la solidarité organisées par les délégations de la région Centre-Est. Le concept : une semaine dans un lieu de villégiature en Savoie pour effectuer, à 400 personnes – dont 300 en précarité –, une analyse de la pauvreté à partir de notre vécu et faire des propositions de changement. À la fin de cette semaine, le travail a été présenté à une soixantaine de décideurs (élus, ministres, etc.). Les années suivantes, le virus était transmis. Chacun a poursuivi sa réflexion. Pour les municipales 2001, la délégation de Grenoble a constitué une assemblée de la solidarité qui a réuni des personnes en situation de pauvreté et tous les candidats aux élections. En 2003, celle de Clermont-Ferrand mobilisait ses membres et bénéficiaires... »

Propos recueillis par S.L.



PLUS D'INFOS SUR

Pédagogie du développement social : faire cause commune, J.-L. Graven, A.-C. Berne, P. Nové-Josserand et F. Soulage, 2008, éd. Chronique sociale.

■ ■ ■ « *Pourtant, c'est profondément de la politique, mais pas politicienne, observe Marc Bulteau. L'objectif est de montrer aux bénévoles et aux personnes accueillies leur "pouvoir d'agir" sur le monde politique.* »

Démarche

À Toulon, l'interpellation des candidats n'est pas encore prévue. Ce n'était d'ailleurs pas un objectif premier de la démarche mise en œuvre. Quatre groupes de partage de parole et d'accueil de jour ont commencé, il y a quelques mois, à s'interroger sur le thème "Être citoyen, c'est quoi pour moi ?". « *Une animatrice a été vraiment étonnée car, lorsqu'elle a proposé cette réflexion, une personne constamment silencieuse s'est mise à participer* », se souvient Gonzague de Fombelle, animateur du Secours Catholique du Var. « *Le fait d'avoir proposé cela dans des locaux où les personnes ont l'habitude de venir à rassuré et mis en confiance.* » Beaucoup de témoignages ont été recueillis. Il s'agit maintenant de les faire vivre et connaître. Ce sera peut-être par le biais d'un concert : « *Des musiciens d'un des accueils de jour ont monté un groupe de rock et l'un d'entre eux essaie de faire une chanson avec des paroles recueillies*, explique Gonzague de Fombelle. *On envisage aussi de leur donner de la visibilité lors de la Semaine contre les discriminations, en mars. Nous y allons doucement, nous prévoyons des actions sur trois ans.* »

À Avesnes-les-Aubert, les personnes en précarité qui se mobilisent pour les élections des 23 et 30 mars prochains ont elles aussi hérité de cette volonté de vivre l'expérience citoyenne sur le long terme, comme en témoigne Florence : « *On va continuer à s'interroger, même après ces élections. Maintenant on ne peut plus s'arrêter.* » ■

À LIRE

Faire (re)naître la démocratie. Vers un nouvel engagement citoyen, avec la participation de Jo Spiegel. Manifeste pour la refondation démocratique. Éd. Chroniques sociales, 1 rue Vaubecour - 69002 Lyon. Courriel : secrétariat@chroniquesociales.com

INTERVIEW JO SPIEGEL

Pas de démocratie sans engagement

Ancien sportif de haut niveau, 63 ans, marié, père de deux enfants, réélu au premier tour à la mairie de Kingersheim depuis 1989, Jo Spiegel a fait de sa ville un laboratoire de démocratie participative où chaque habitant est invité à s'exprimer.

Dans un livre (voir ci-contre, À lire) dont vous êtes co-auteur, vous fustigez le cumul et la reconduction des mandats. Or vous vous représentez à la mairie de Kingersheim pour la cinquième fois. Pourquoi ?

Je suis effectivement en contradiction sur ce point, mais je l'assume jusqu'à ce que la loi l'interdise. Les gens passionnés comme moi ont du mal à arrêter. Je veux faire fructifier la question démocratique à l'échelle locale ; nous n'en sommes qu'au début du début. Le bulletin de vote est un progrès, mais il faut davantage de démocratie dans l'intervalle des élections.

Comment vous y prenez-vous ?

La démocratie, c'est l'affaire de tous, à tout moment et partout. Sur chaque sujet, il faut chercher à mieux informer, mieux débattre, mieux s'engager. L'engagement est absolument fondamental dans la perspective de l'humanisation de notre société et de sa transformation. Le pacte civique (1) auquel notre commune a adhéré implique qu'il n'y a pas de transformation durable sans l'engagement à la fois des politiques, des organisations, mais aussi des habitants de tout milieu social.

Comment arrivez-vous à faire s'engager les habitants ?

Si on veut que les gens s'intéressent, il faut les informer et les sensibiliser. C'est l'acte premier. L'acte deux de la démarche, c'est le débat. Nous avons un lieu pour cela : la Maison de la citoyenneté. Les gens y sont invités à débattre. Le sujet du débat doit toujours être précis. Là, chacun donne son avis, chacun est consulté. Le troisième acte est la participation des habitants. Après le débat, on crée un conseil participatif avec ceux qui ont quelque chose à dire, et qui souvent s'affrontent car ils ne sont pas du même avis. Chaque projet municipal d'importance accueille un collège d'habitants volontaires, parfois tirés au sort, un collège d'élus et leurs collaborateurs, un collège des associations et un collège des experts (qui varie en fonction des sujets).

Sur les projets les plus gros, je fais appel à un assistant maître d'ouvrage – un métier inventé pour cela – qui a deux compétences : celle de veiller au



développement durable de l'action, et celle de faire émerger la parole publique, d'accompagner la réflexion. C'est ce que j'appelle les ingénieurs du débat public, essentiels à une réelle participation. L'un des enjeux de la démocratie apaisée est le respect d'une éthique de la discussion, c'est être capable de mettre sur la table tout ce sur quoi on n'est pas d'accord. C'est la culture du compromis. Et cela marche bien.

Cela marche depuis longtemps ?

C'est venu progressivement. Nous sommes au point sur les conseils participatifs depuis trois ou quatre ans. La démocratie, ce n'est pas l'addition d'envies, ce n'est pas renforcer les individualismes, mais bien construire en commun. C'est ce que j'appelle la démocratie édifiante. L'élu doit accompagner la transformation du "moi je" en "nous". La démocratie est inclusive.

Ceux qui ne participent pas n'ont donc pas à se plaindre ?

C'est clair. Personne n'ignore ici que le maire associe tous les habitants à tous les projets. Au fond, la démocratie du bulletin de vote est une démocratie passive. Moi, je souhaite solliciter le meilleur de nous-mêmes. C'est une démocratie exigeante qui s'adresse à l'intelligence et au cœur. Ce qui diffère du populisme.

Propos recueillis par Jacques Duffaut

1. www.pacte-civique.org

PARTICIPATION

Des municipales pour tous

Effectuant depuis longtemps un compagnonnage avec les personnes en difficulté, le Secours Catholique encourage depuis plusieurs années la rencontre de personnes en situation de précarité et de candidats aux élections. Les municipales donnent l'occasion de rappeler les raisons de cet engagement citoyen.

Est-ce vraiment le rôle d'une association caritative de se mêler de politique ? Thierry Guérin, chargé des démarches collectives et participatives au pôle Mobilisation citoyenne du Secours Catholique, en est convaincu car « les personnes qui vivent en situation de précarité développent des savoir-faire et des stratégies pour assurer leur survie. Qui mieux qu'elles peut parler de ce qu'elles vivent et des solutions qu'elles aimeraient voir appliquer à leurs difficultés ? »

Bien souvent les élus, et principalement les édiles, ont besoin d'entendre les citoyens en difficulté avant de prendre des décisions. Lors d'une rencontre à Lourdes organisée par le Secours Catholique en septembre dernier entre élus locaux et personnes en situation de précarité, le maire de la cité mariale, Jean-Pierre Artiganave, confiait : « Pour faire bouger les choses, il faut entendre tous ceux qui ont des difficultés. »

Les réalités des petites communes sont parfois différentes de celles des grandes agglomérations. Ange Mur, maire de Jarret, une commune de 350 âmes, constate combien, dans les villages comme le sien, les administrés, par dignité, cachent leur pauvreté. Dès lors, il est difficile de les aider. Dans les grandes villes, la municipalité invite souvent les contribuables à venir s'exprimer dans des débats, mais comme le fait remarquer Véronique Fayet, adjointe au maire de Bordeaux en charge des

politiques de solidarité et vice-présidente de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas), « les populations défavorisées n'ont pas toujours les codes pour exprimer leurs difficultés. Il existe un véritable déficit démocratique. »

La démarche du Secours Catholique n'est pas tant de donner des codes aux personnes qu'il accompagne, que de libérer leur parole, souvent bloquée par un déficit de confiance en soi. Puis de la faire mûrir dans des groupes de réflexion pour la por-

+ À LIRE

Murmures de femmes, ouvrage collectif, délégation du Secours Catholique du Quercy, 1 place Monseigneur-Théas - 82000 Montauban

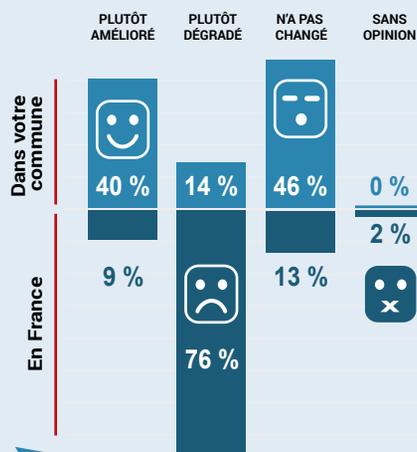
ter aux plus hauts niveaux. Débats, rencontres, invitations à des forums sont autant d'occasions de prendre la parole et de dire simplement ce que vivent et espèrent ceux qui souffrent. À l'instar d'un groupe du Quercy, qui a mis en recueil le témoignage d'une centaine de femmes (voir ci-dessous, À lire) subissant la précarité. L'une d'entre elles, Bernadette, relatait récemment combien cette expérience a été positive : « Depuis que je suis engagée, je ne suis plus la même personne. Je peux aujourd'hui m'exprimer. Je me suis libérée. »

De fait, de plus en plus d'instances prennent en compte les avis des usagers. C'est le cas des conseils généraux où des équipes pluridisciplinaires réunissent des allocataires RSA pour connaître leurs difficultés et entendre leurs suggestions d'amélioration des dispositifs. Quant au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE), il est prévu depuis peu qu'un de ses collèges composé de personnes en situation de précarité soit chargé de donner son avis au gouvernement sur tous les sujets pour lesquels l'instance de consultation a été créée. ■

Jacques Duffaut

LES MAIRES ET LE LIEN SOCIAL

Lors de votre dernier mandat de maire, estimez-vous que le lien social dans votre ville s'est amélioré, dégradé ou n'a pas changé...?



Chiffres extraits de l'enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de 400 maires, représentatif de l'ensemble des communes de France, du 21 janvier au 3 février 2014, par TNS Sofres pour le Secours Catholique. À retrouver en intégralité sur www.sauvonslafaternite.org

Ces dernières 6 années, 91 % des maires estiment avoir pris des initiatives pour renforcer le lien social dans leur commune.

68 %
ÉVÉNEMENTS PONCTUELS

Rencontres de quartiers, intergénérationnelles, débats.

36 %
SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS

11 %
PARTENARIAT AVEC LE CCAS/CIAS

ACTIONS DE SOUTIEN AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ

38 %

ACTIONS DE SOUTIEN AUX JEUNES ET AUX PERSONNES AGÉES

28 %



PARIS

Un match de foot pour confronter les points de vue

L'Association des Cités du Secours Catholique a organisé fin janvier un match de football entre candidats aux municipales et personnes en difficulté. Fait rare, la rencontre leur a d'abord permis d'échanger, mais aussi d'aborder tout particulièrement la question du logement.

Quelques badauds pressés prennent le temps de s'arrêter pour observer cet intrigant spectacle. Celui d'un match de football qui oppose, un vendredi après-midi, des candidats aux municipales à des personnes précaires, place Henri-Frenay. D'ordinaire, cette esplanade pari-

sienne est un simple lieu de passage pour les voyageurs de la gare de Lyon. Ce 24 janvier, l'Association des Cités du Secours Catholique (ASCSC) a voulu le transformer en espace de rencontre. Avec un objectif : permettre aux personnes précaires d'interpeller des hommes politiques sur des enjeux municipaux.

L'initiative a été organisée par Capucine Laffargue, responsable du pôle vie citoyenne à l'ASCSC. Elle anime, une fois par mois, un groupe de réflexion composé d'une dizaine de résidents des cités du Secours Catholique. Ceux-ci avaient préparé pour l'occasion une charte contre la précarité qu'ils proposaient aux candidats présents de signer.

Parmi les mesures demandées, on trouve l'accès à des événements culturels parfois hors de prix, ou encore un meilleur accueil pour les Roms. Mais l'un des thèmes de la charte revient sur toutes les lèvres : le logement. Le problème est crucial dans une ville comme Paris, où les prix flambent – + 180 % entre 2000 et 2011 – et où 14 % des logements sont vacants. Sans logement, rien n'est possible, estime Léonard, qui a participé à la rédaction de la charte : « *Je connais des*



En démocratie comme en sport, l'essentiel est de participer.

gens qui ont perdu leur travail parce qu'ils étaient SDF. La rue, ça épuise. On ne peut pas avoir d'horaires réguliers. » Le Front national et le Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) n'ont pas donné suite à l'invitation. Mais les candidats du Front de gauche, du PS, d'Europe Écologie Les Verts et de l'UMP étaient là. Leïla Chaïbi, tête de liste du Front de gauche dans le 14^e arrondissement, est la première arrivée sur les lieux. À défaut de pouvoir disputer un match – « *Je n'ai pas les chaussures pour !* » – elle débatta avec les bénévoles et personnes accueillies. Pour le logement, elle propose d'augmenter la taxe sur les habitations vacantes à Paris, « *très faible* » selon elle. Plus loin, la conversation s'échauffe entre une personne sans abri et Fadila Taieb, maire adjointe du 12^e arrondissement et candidate socialiste : « *Il y a plein de logements vides dans ce quartier !* » vitupère la personne à la rue. « *On ne peut pas y toucher, c'est du privé* », rétorque Fadila Taieb. « *Vous ne voulez pas construire de logements sociaux pour que Paris reste joli !* » s'énerve son interlocuteur. « *Ce n'est pas vrai ! Cela faisait des années que nous voulions racheter la*

caserne de Reuilly, en partie vide, pour construire entre 250 et 300 logements sociaux... Nous l'avons acquise l'été dernier. » Fadila Taieb ne s'offusque pas du ton virulent de son contradicteur. Elle préfère cela au silence dans lequel se murent très souvent les personnes en difficulté. Nonna Mayer, chercheuse au CNRS qui travaille sur le vote des pauvres, le remarquait dans le journal *La Marseillaise* en janvier : « *Le premier effet de la précarité est de démoraliser et détourner de l'action politique.* »

Les personnes en difficulté ne sont pas aidées par le regard des autres, parfois dégradant. « *On a souvent l'impression qu'on n'existe pas, qu'on est de la merde pour tout le monde* », observe Ben, un quinquagénaire accueilli par le Secours Catholique de Paris. Léonard souligne aussi la difficulté, pour une personne précaire, de prendre le temps de penser politique. « *On a souvent la tête ailleurs. On cherche d'abord à se laver, à manger ou à trouver un travail.* »

Athanase Périfan est un candidat UMP qui a fait le déplacement. Il regrette quant à lui que les personnes en difficulté n'aient pas le réflexe de demander des comptes aux politiques. Tête de liste dans le 20^e, il déclare : « *J'ai aidé des sans-abri par le passé. J'ai été frappé de voir que beaucoup refusaient de demander de l'aide, par amour-propre ou par peur de perdre leur dignité.* »

Ben ne se fait guère d'illusions sur ses chances d'être entendu lors de ce match de foot citoyen. Mais il est venu quand même, « *pour la bonne cause* ». « *Être ici est déjà un acte militant en soi*, juge Patrick, travailleur social à la Cité Notre-Dame. *Les précaires montrent qu'ils sont là. Sur un terrain de foot, il n'y a plus de distinction entre les élus et les précaires. Ils sont égaux. Ils transpirent ensemble, ils sourient après un but. C'est la vie, quoi.* » ■

Pierre Wolf-Mandroux

+ POUR ALLER PLUS LOIN

LIVRE

Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, de la sociologue Marion Carrel, ENS Éditions, 2013.

DOSSIERS

Le site internet du Secours Catholique présentera durant tout le mois de mars deux dossiers portant sur la mobilisation de l'association à l'occasion des élections municipales. Retrouvez dans l'un d'eux, outre de nombreux articles sur les appels du Secours Catholique auprès des candidats, un reportage vidéo sur la rencontre de foot parisienne : www.secours-catholique.org

SONDAGE

Sur www.20minutes.fr, découvrez plusieurs articles parus à l'occasion du sondage TNS-Sofres, réalisé par le Secours Catholique depuis 1996 sur la perception de la pauvreté par les maires.

Coups de pouce

Le Secours Catholique répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE PIERRE ET EMMA

AUVERGNE

Viure dans des conditions décentes

Dans sa région rurale et de montagne, une famille multiplie les efforts pour vivre de son exploitation. Or sa maison d'habitation se délabre. Des travaux doivent être réalisés d'urgence pour parer aux intempéries et mettre le bâtiment aux normes.

Parents de cinq enfants dont des jumeaux de 8 ans, Pierre et Emma ont acheté il y a quelques années l'habitation et les terres agricoles qu'ils exploitaient. Pour améliorer leur faible revenu, ils ont ajouté à leur activité de producteurs laitiers celle de vente directe de légumes (paniers), au prix d'un travail incessant.

Mais l'habitation, depuis longtemps en mauvais état, devient totalement insalubre. La toiture prend l'eau, causant infiltrations et moisissures. La santé des jeunes enfants s'en ressent. De plus, l'espace est exigü (2 chambres pour 7 personnes) et sans aucun confort. Accompagnés par un technicien agricole et plusieurs institutions dont l'Anah, Pierre et Emma ont constitué un dossier pour trouver les financements qui permettront l'indispensable rénovation de leur habitat. Ils contribueront au moyen d'un prêt bancaire.

2 000 euros permettront de boucler le budget des travaux.

APPEL DE SANDRINE

LORRAINE

Une maman VRP

Ayant été mariée et maman très jeune, Sandrine, 36 ans, a interrompu ses études et n'a pu se former à la vie professionnelle. Puis elle a dû divorcer. Pour vivre avec ses trois enfants de 12, 10 et 7 ans, elle

a cherché activement un emploi, en vain. Alors elle a tenté une activité de vente à domicile pour une société d'électroménager, qui exige de nombreux déplacements en voiture dans sa ville et sa banlieue. Les résultats sont bons et on propose à Sandrine un CDI, inespéré quelques mois plus tôt ! Seule difficulté : sa voiture,

totallement vétuste, cesse ses services. Un garage solidaire lui propose un véhicule correct. Sandrine et ses parents font un petit apport.

1 500 euros permettront ce nouveau départ.

APPEL DE ROMANE

CENTRE

Pérenniser son emploi

Romane, 37 ans, élève seule ses deux enfants de 7 et 3 ans avec de faibles ressources. Elle a pu accéder à un contrat aidé d'une durée d'un an, situé à 20 km de son domicile. Romane, qui vit dans un secteur rural, n'a ni véhicule personnel, ni transports en commun.

Une amie lui a prêté un véhicule destiné à la casse, dont les services sont de plus en plus aléatoires. Romane craint de perdre son emploi, d'autant plus que celui-ci débouchera peut-être sur un CDI ! Un garage solidaire peut lui fournir un véhicule fiable.

Apportez-lui 2 850 euros.

APPEL DE LIZY

ÎLE-DE-FRANCE

Se former dans de bonnes conditions

Sans soutien familial, Lizy, 24 ans, étudiante, se tourne vers une formation en alter-

nance pour obtenir plus sûrement un emploi. Elle a réussi les tests d'admission mais elle n'a pu trouver d'entreprise pour l'accueillir. Elle peut néanmoins poursuivre sa formation à condition de la financer elle-même. Lizy se démène : au petit emploi qu'elle occupe à temps partiel elle veut ajouter un emploi de nuit. Lizy a fait un versement, obtenu une aide d'une institution. Pour l'aider à mener à bien sa formation et lui éviter de s'épuiser, un coup de pouce est nécessaire.

Versez-lui 2 500 euros.

APPEL D'ALDO

POITOU-CHARENTES

Tourner la page

Suite à une rupture familiale douloureuse, Aldo, 38 ans, a quitté sa région et vécu sans domicile fixe. Ses compétences et son expérience professionnelle, en particulier dans le domaine du bâtiment et des espaces verts, ne lui ont apporté que de petits contrats.

Aspirant à se réinsérer définitivement et en lien régulier avec l'équipe locale du Secours Catholique, Aldo, pour prospecter et se rendre sur ses chantiers, a besoin du permis de conduire. Il ne peut recevoir d'aide institutionnelle et a foi en votre aide.

Offrez-lui 1 090 euros.



PROJET INTERNATIONAL

Bangladesh : accès à la terre

Au sud-est du Bangladesh, Caritas aide 2 375 fermiers démunis à accéder à la sécurité alimentaire.

Le projet apprend aux fermiers à utiliser le compost, les pesticides naturels et à développer l'irrigation pour enrichir les sols. Il permet d'augmenter les revenus des foyers, il accompagne la création de "groupes marketing" chargés de vendre les produits agricoles sur les marchés. Il encourage aussi une diversification de la production en organisant, dans 70 villages, des campagnes d'information sur la sécurité alimentaire (qualité de l'alimentation et hygiène) ainsi que sur le droit foncier.

Caritas Bangladesh apporte également un soutien juridique aux agricul-



G. KERBAOL / S.C.

teurs afin qu'ils obtiennent des titres de propriété, l'accès de ces populations marginalisées au droit foncier relevant du parcours du combattant...

Le Secours Catholique a besoin de 20 000 euros pour mener à bien ce projet.

GRÂCE À VOUS...

Nous avons fait appel à votre générosité, en avril 2013, pour Karine qui vivait un divorce difficile. Maman de deux enfants de 12 et 7 ans, elle avait repris des études par correspondance et obtenu une licence pour devenir professeur des écoles. Après deux ans d'exercice en tant que suppléante, il lui fallait obtenir un master pour être titularisée. Elle avait réussi les épreuves écrites, restaient les oraux et aussi le règlement du solde des frais de scolarité. Une institution prenait en charge une partie du coût, demeurait une somme que Karine ne pouvait régler. Grâce à vous, Karine a pu achever de payer sa formation. Elle a manqué de peu son examen, qu'elle repassera prochainement. En attendant, elle a obtenu un autre poste de suppléante, qui pourrait déboucher sur un poste de titulaire après l'examen. Karine a confiance, d'autant plus qu'elle a maintenant un compagnon qui la soutient. Elle exprime sa reconnaissance aux donateurs dont l'aide lui a permis de rebondir.

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Un comité à l'écoute des donateurs

Créé sur décision du Conseil d'administration du Secours Catholique en 2004, le comité des donateurs, qui réunit une trentaine de membres, joue un rôle de réflexion et constitue une force de proposition pour tout ce qui concerne les dons au Secours Catholique. Il est aussi un lieu d'écoute et de dialogue.

Cette instance consultative permet d'aborder entre autres les différentes actions, pérennes ou d'actualité, de l'association : l'accompagnement des familles, l'accès au logement, les actions entreprises après les interventions en urgence (Haïti, Syrie, par exemple)... Elle est également un lieu d'information sur les grandes orientations de l'association.

Le comité des donateurs permet aussi à l'association d'avoir un retour sur le ressenti des actions et la façon dont elle communique. Ainsi, la grande campagne annuelle est présentée en comité et les principaux documents de communication y sont travaillés afin de correspondre le mieux possible aux attentes des donateurs.

La composition de son collège tend à un équilibre en termes d'âge, d'origine sociologique, de représentativité régionale et de niveau de don. Congrégations religieuses, entreprises et fondations y sont représentées. Conduit par le président national, le comité des donateurs se réunit deux fois par an, au siège ou dans un lieu d'accueil, autour du secrétaire général, de l'aumônier général, du trésorier national et d'un administrateur. De nombreux représentants y interviennent pour présenter les différents sujets portés à l'ordre du jour. Le comité des donateurs fête ses dix ans cette année.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Bangladesh : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 688 : €

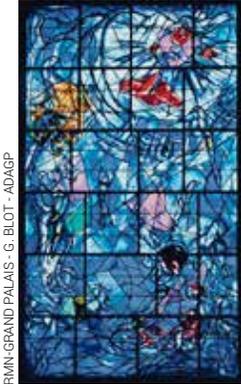
Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Pierre et Emma : €
- l'appel de Sandrine : €
- l'appel de Romane : €
- l'appel de Lizy : €
- l'appel d'Aldo : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de vos impôts sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 526 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



RMN-GRAND PALAIS - G. BLOT - ADAGP

ACTES DES APÔTRES 15,36-41

Paul et Barnabé se séparent

Paul dit à Barnabé : « *Retournons donc visiter les frères en chacune des villes où nous avons annoncé la parole du Seigneur, pour voir où ils en sont.* » Barnabé voulait emmener aussi Jean appelé Marc. Mais Paul n'était pas d'avis d'emmener cet homme, qui les avait quittés à partir de la Pamphylie et ne les avait plus accompagnés dans leur tâche. L'exaspération devint telle qu'ils se séparèrent l'un de l'autre. Barnabé emmena Marc et s'embarqua pour Chypre. Paul, lui, choisit pour compagnon Silas et s'en alla vers la Syrie.

◀ Marc Chagall. *Le cinquième et le sixième jour, la création du monde.*

« La séparation est toujours une souffrance »

PAR CHANTAL, MONIQUE, PIERRE ET LES AUTRES

“ C'est comme dans les couples, on n'est pas d'accord, on s'écarte, puis on se retrouve, on a les mêmes objectifs. ”

« **M**oi je ne me dispute pas souvent, mais cette année c'est arrivé une fois, avec la copine de mon fils. Je l'ai virée, ça a débordé. »
« Dans la vie, la séparation est toujours une souffrance. »
« Un divorce... parfois il vaut mieux divorcer que se taper dessus, mais ce n'est pas bon pour les enfants ! »
« Deux personnes têtues comme des bourriques, l'amitié disparaît pour des bêtises. »
« Quand on se quitte fâchés et qu'on

n'a pas pu s'expliquer, on garde ça, même si on passe à autre chose, ça te bouffe. »
« On peut se séparer un moment et après on se retrouve en pardonnant. »
« Parfois, il faut se remettre en question : c'est moi qui peux blesser l'autre. »
« C'est dur aussi quand on fait le premier pas, qu'on tend la main et que l'autre ne répond pas. »
« Quand tu fais le premier pas, tu sais que tu as fait quelque chose

pour le lien. Si l'autre ne répond pas, c'est son choix, sa liberté. »

« Moi, on m'a enlevé mes enfants, on me les a séparés de moi. Mais ils sont là, dans mon cœur, et là on ne peut pas me les enlever. »

« Paul et Barnabé, c'est comme dans les couples, on n'est pas d'accord, on s'écarte, puis on se retrouve, on a les mêmes objectifs. »

« Parfois la séparation peut avoir un côté positif : dans ce récit des Actes des apôtres, de deux ils se retrouvent à quatre pour évangéliser ! »

« Il ne faut pas que les gens se séparent avec rancœur, gros poids ou haine. Partir ? Oui, mais partir la tête pleine et le cœur plein de ce qu'on a pu vivre ensemble. » ■

† PAROLE DE L'AUMÔNIER GÉNÉRAL PÈRE DOMINIQUE FONTAINE

Un conflit aux résultats positifs



E. PERRIOT / S.C.

Dans ce passage peu connu des Actes des apôtres, on découvre que Paul avait un fichu caractère. Luc, l'auteur, ne cache pas les conflits. Cela peut nous rassurer quand nous rencontrons nous aussi des conflits. Comme toujours, la parole biblique ouvre la parole à l'expérience de ceux qui la lisent. Et le groupe qui nous parle aujourd'hui a vécu cela. Dans un climat de confiance et de vérité, les participants ont pu parler simplement des conflits qu'ils ont vécus, et surtout des séparations. Séparations toujours douloureuses, mais, et c'est là ce qu'ils nous révèlent, séparations qui peuvent être positives,

même pour la mission : « *Je n'avais pas pensé que ce conflit entre Paul et son grand ami Barnabé allait avoir un rôle positif, car cela les a amenés à étoffer leurs équipes missionnaires et à partir annoncer l'Évangile dans deux directions différentes.* » Monique, l'une des responsables du groupe, évoquait ainsi « *L'Esprit saint qui nous surprend toujours par ses interventions discrètes mais salvatrices* ».

➤ LE GROUPE DE PAROLE

À Lunéville (54), l'Atelier du jeu-di regroupe entre 20 et 30 personnes du Secours Catholique et de la paroisse. Toutes les six semaines, elles partagent la parole biblique et leur expérience de vie, et elles prennent un repas ensemble dans un climat de simplicité et de vérité. Le groupe s'est créé en 2007 à partir d'un voyage de l'Espérance à Lourdes.

➤ Contact
monique.hosch@wanadoo.fr

↳ **TÉMOIGNAGE** FRANÇOISE ANCELLIN

Apporter une lumière dans les yeux de ceux qui souffrent



Françoise Ancellin,
77 ans
mère de huit enfants.
2009 : cesse

ses activités de conseillère familiale.

août 2009 : s'engage au Secours Catholique dans l'équipe de Châlons-en-Champagne.

A 77 ans, Françoise Ancellin accueille les personnes en difficulté qui poussent la porte du Secours Catholique de Châlons-en-Champagne. Chargée de la médiation familiale auprès des tribunaux, l'écoute et l'accompagnement des plus fragilisés ont construit son parcours professionnel. Cette expérience l'aide aujourd'hui à mener sa mission. « Le bénévolat est indispensable à ma vie. Être bénévole, pour moi, c'est se mettre au service des autres, travailler en équipe, réfléchir à un projet. Ce qui m'intéresse dans ma mission d'accueil au Secours Catholique, c'est leur tendre la main pour se relever, en portant un regard sans jugement.

« L'accompagnement exige d'écouter sans idée préconçue, de recevoir ce

que la personne dit de sa situation, de poser les questions nécessaires sans la blesser, d'aller un peu plus loin et aussi, avec disponibilité d'esprit, de faire confiance. Parfois, nous aimerions avoir plus de temps pour la réflexion et pour bien écouter.

« Mais pour nous, bénévoles, les satisfactions que nous éprouvons sont nombreuses. Je pense à un demandeur d'asile, architecte de profession et ressortissant d'Arménie qui, victime de la mafia locale, a dû tout quitter. Le Secours Catholique lui a offert un billet de train afin qu'il se rende au chevet de sa mère hospitalisée à Paris. En venant chercher le document de transport, il nous a remerciés d'un regard que je n'ai pas oublié. Huit jours après, je repensais encore à cette lumière, lueur d'espoir, à cette force qui émanait de son regard et que nous avons été capables de lui donner. » ■

Témoignage recueilli par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Rejoignez à votre tour les équipes du Secours Catholique qui accueillent et accompagnent les personnes en précarité, en contactant la délégation de votre région.

www.secours-catholique.org, rubrique Délégations.

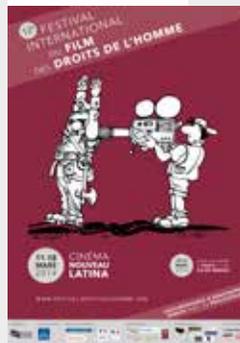


REGARD CRITIQUE

25^e édition de la Semaine de la presse à l'école

Votre journal *Messages* s'associe cette année encore à la Semaine de la presse et des médias dans l'école qui se déroulera du 24 au 29 mars. Cette semaine permet aux élèves de développer une attitude critique et réfléchie vis-à-vis de l'information, et de connaître les différents supports existants. Plus d'un million d'exemplaires des publications partenaires seront offerts à cette occasion.

Agenda



12^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME

Pour sa 12^e édition, le FIFDH avec le soutien du Secours Catholique présentera, du 11 au 21 mars à Paris et dans sa région,

21 films et 5 courts métrages dont une quinzaine inédits en France. Une sélection de films documentaires militants et engagés sur l'exil et son corollaire l'asile, les enjeux environnementaux, la pauvreté, la traite des êtres humains ou encore la situation carcérale... La projection est suivie d'un échange avec la salle.

Tout le programme et les séances sur : www.festival-droitsdelhomme.org

↳ SÉLECTION FIFDH

Au bord du monde de Sebastian Mez

Paris, la nuit. C'est ici que vivent Jeni, Wenceslas, Christine, Pascal et les autres. Sans abri, ils hantent trottoirs, ponts et couloirs du métro, au bord d'un monde où la société ne protège plus. Ils nous font face, ils nous parlent.

Mercredi 12 mars, 19h30, cinéma Nouveau Latina, Paris. Projection suivie d'un débat avec le réalisateur et Nathalie Rouxel, responsable du pôle Grande exclusion-logement au Secours Catholique.

Container 158 de Stefano Liberti et Enrico Parenti

À travers l'histoire de ses occupants, *Container 158* raconte la vie quotidienne d'un camp où la municipalité de Rome a regroupé plus de 1 000 citoyens du groupe ethnique rom. En dehors du grand contournement de Rome, éloigné de tous et de tout.

Lundi 17 mars, 19h55, cinéma Nouveau Latina, Paris. Projection suivie d'un débat avec Claire Sabah, chargée de projet Roms au Secours Catholique.

Une lettre d'Allemagne de Sebastian Mez

La vie de trois femmes d'Europe de l'Est ayant quitté leur foyer dans l'espoir d'une vie meilleure, mais pour qui souffrance et exploitation sont désormais le lot quotidien : de leurs villes natales jusqu'aux lieux de leur enfermement et de leurs souvenirs.

Dimanche 16 mars, 13h45, cinéma Nouveau Latina, Paris. Projection suivie d'un débat avec Geneviève Colas, responsable du pôle Europe au Secours Catholique.



Secours
Catholique
Caritas France



ELECTIONS 2014

**NE LAISSONS PAS
DISPARAITRE LA**

FRATERNITE

sauvonslafraternite.org